

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LA VERITE

DES REVOLUTIONNAIRES



organe du Comité Central de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire
Section française de la Quatrième Internationale

Hebdomadaire

Lundi 17 MAI 1976

II^e année

No 34

2 Francs

répression et corruption de l'état:

nourriture du fascisme, elle est tolérée par le PC-PS.

GOVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN !

EDITORIAL

Que des partis et des politiciens bourgeois soient financés par les pétroliers, ce n'est certes pas une découverte. La fidélité au capital a toujours été tissée par les rudes liens du "parement au comptant".

Mais quand vient le temps où le gouvernement est obligé de mettre des magistrats qui ordinairement servent fidèlement l'état républicain, mais en période de crise, soulèvent ses oripeaux "démocratiques" pour montrer la gangrène, un sérieux avertissement est donné à la classe ouvrière.

Car ce que l'histoire enseigne, et que la vie quotidienne démontre, c'est que les béquilles d'acier du fascisme apparaissent alors pour soutenir les institutions défaillantes, renforcer les appareils judiciaires et policiers, museler la presse: tout ce qui recule l'heure de l'affrontement avec la classe bourgeoise au pouvoir, à servir au renforcement de l'arsenal contre la classe ouvrière. D'ailleurs, Giscard et ses hommes en discutent ouvertement au Parlement.

SUITE EN PAGE 8

**Vers le 1^{er} congrès
de l'I.R.J.**

EN PREPARANT LA GREVE
GENERALE, ORGANISER EN
FRANCE LE BOYCOTT DE
L'ESPAGNE FRANQUISTE.
voir en page 4

**RENAULT : les
intérimaires ça
commence !**

AVEC LA L.O.R.,
LES OUVRIERS CONTRE
LE DEMANTELEMENT
voir page 5

**Nouvelles arrestations de militants accusés
d'appartenir au P.O.R. d'Espagne**

LE BAIX LLOBREGAT (banlieue ouvrière de Barcelone)

ENVAHI PAR LA POLICE

voir article en page 4

QU'EST-CE QUE LA COEXISTENCE PACIFIQUE ?

APRES LE CHARBON POUR BRISER LA GREVE DES MINEURS DES ASTURIES ,
GIEREK ENVOIE SON MINISTRE SOUTENIR GISCARD CONTRE LES TRAVAILLEURS

Il y a quelques années France avait pu briser la grève des mineurs des Asturies grâce au charbon polonais fourni par Gierek. Aujourd'hui encore ce même charbon polonais est fourni à Juan Carlos contre les mêmes mineurs des Asturies repartis en grève comme des dizaines de milliers de travailleurs espagnols.

Voilà l'application la plus claire de la coexistence pacifique: le soutien ouvert et honneur à la pire des dictatures contre les travailleurs, au nom d'"accords économiques favorisant l'économie socialiste".

Aujourd'hui, c'est Jaroszewicz ministre polonais qui vient en France saluer la politique et le gouvernement Giscard-Chirac comme "partenaire privilégié" et comme défenseur de la détente.

C'est au moment où les travailleurs de France se mobilisent contre le gouvernement Giscard que Jaroszewicz vient au compte de la bureaucratie du Kremlin saluer Giscard et le soutenir contre les travailleurs.

Le PCF trouve "stupéfiante" les déclarations de Jaroszewicz à protesté.

Mais est-ce stupéfiant que ceux qui livrent le charbon à Franco, que ceux qui organisent la pénétration des capitaux privés, tentant de détruire les conquêtes socialistes; est-il "stupéfiant" que ceux-là viennent soutenir la bourgeoisie française contre les travailleurs. Le PCF proteste contre la glorification de Giscard et sa comparaison à De Gaulle. A qui fera-t-on croire que De Gaulle était un défenseur des travailleurs ?

En même temps que cette visite, était organisée à Varsovie une conférence de la FMJD (Fédération Mondiale des Jeunes Démocratiques), regroupant avec les organisations des JC les jeunes Républicains Indépendants, les jeunes de l'UDR, etc...

Les JC ont refusé de participer à cette conférence, expliquant que la coexistence pacifique n'était pas la collaboration de classe.

Quelle différence pourtant, militants des JC ? Le soutien économique à Franco est-il d'une autre nature que le soutien directement politique à Giscard ?

Y a-t-il une différence si grande entre aider les gouvernements bourgeois à maintenir leur pouvoir contre les travailleurs et recevoir les jeunes des organisations gouvernementales des pays occidentaux comme des jeunes "démocrates".

Surtout quel combat faut-il engager contre la collaboration de classes ? Suffit-il de dénoncer et de refuser d'aller à Varsovie ?

Cette rencontre des organisations de jeunesse couvrait à la fois la répression de Giscard contre les travailleurs de France et la répression stalinienne contre la classe ouvrière d'URSS et des pays de l'Est.

"Vous êtes des grands démocrates et des amis du "socialisme", disent les stalinien aux bourgeois. "Vous êtes vous aussi de grands démocrates" disent les bourgeois aux stalinien. Voilà le contenu de la coexistence pacifique. Les seuls à ne pas être d'accord sont les travailleurs de l'Est et de l'Ouest, en proie à la prétendue démocratie des uns et des autres.

Militants des JC, il ne suffit pas de refuser de rentrer dans l'alliance internationale contre les travailleurs de Giscard et Gierck. C'est contre cette alliance qu'il faut construire l'organisation internationale des travailleurs, la seule union possible des jeunes travailleurs contre l'impérialisme n'est pas la FMJD qui regroupe les bourgeois.

La seule organisation possible des jeunes travailleurs contre l'impérialisme, c'est celle qui combat aussi résolument le stalinisme: c'est l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse (I.R.J.).

D'un côté, collaboration de classes, de l'autre la lutte résolue contre cette collaboration de classes.

Militants des JC, vous qui avez obligé vos directions à renier la FMJD, il temps de prendre votre place dans le combat face à la FMJD de collaboration de classe pour construire la seule organisation internationale de jeunesse possible: l'I.R.J.

Participez à la préparation du 1er Congrès de l'I.R.J. à Barcelone, congrès préparé dans la lutte pour le boycott de l'Espagne franquiste, lutte par laquelle l'IRJ et la IVème Internationale combattent à l'Est comme à l'Ouest.

Contre la collaboration de classe à l'échelle internationale!

Pour empêcher les gouvernements bourgeois et stalinien de soutenir le franquisme monarchisé !

En avant vers le 1er Congrès de l'IRJ!

Jean-Luc LAURENT

LIBERONS DJEMILEV

Le 5 Avril 1976 a commencé le procès de Mustapha Djemilev. Procès truqué avec de faux témoignages, mensonges des procureurs. A l'issue de ce procès Djemilev a été condamné à 2 ans et demi de "camp à régime sévère."

Qui est Mustapha Djemilev ? Djemilev est né en 1943 en Crimée, à Boskai. Il engage très jeune une lutte pour le retour en Crimée du peuple Tatar, exilé et à moitié dérimé par la déportation en Asie Centrale ordonnée par Staline en 1944. Cette lutte est un des mouvements de masse les plus importants qu'ait connus l'URSS depuis la mort de Staline. Dès lors, l'administration soviétique met en place un appareil répressif que rien ne peut arrêter. Ses seules accusations sont que mensonges, calomnies et faux témoignages. En 1965-67 Djemilev se voit condamné à une peine de 1 an et demi de privation de liberté pour "refus du service militaire obligatoire". En fait c'est son combat que l'on juge. En 1969-1972, il est arrêté pour

Diffusion d'élucubration mensongères, calomniant le Gouvernement soviétique et le système social. Le 13 Mai 1974, nouvelle arrestation à titre préventif ; il proteste et entame une grève de la faim. Au bout du 9^e jour, il est libéré pour se voir de nouveau condamné le 22 Juin 1974 à 1 an et demi de privation de liberté, motif : refus de participer à une période de rappel de service militaire. Depuis cette date, il est interné à Omsk, en Sibirie, sans aucune raison. L'appareil stalinien prépare durant tout ce temps l'accusation radicale de "menace pour l'idéologie soviétique". Djemilev poursuit une grève de la faim, son état s'aggrave ; le KGB lui inflige des conditions de détention intolérables de façon à entraîner son suicide.

Le Procès de Djemilev n'est que le procès du peuple Tatar et de sa lutte pour retourner sur le sol de Crimée. Des actions sont menées par une large frange de l'opposition, le prolétariat russe appelle la mobilisation internationale pour le droit des peuples à disposer d'eux mêmes, Droit garanti en prin-

cipe par la Constitution Soviétique. Ce Droit est une conquête Socialiste que la Bureaucratie stalinienne réprime. Nous luttons pour le Socialisme, nous devons engager le combat contre la Bureaucratie Stalinienn.

C'est pourquoi la LOB soutient et combat pour ce Droit aux Libertés. La LOB engage son combat dans le Comité Ouvrier International contre la répression en URSS et dans les Pays de l'Est, Comité constitué le 2 Mai 1976 pour la libération des opposants emprisonnés.

Nous combattons pour la Libération de Mustapha Djemilev, en premier, parce qu'il fait une grève de la faim depuis Juin 1975, au mois d'Avril il ne pesait que 45 Kg, actuellement il pèse 35 Kg, il est nourri de force par ses géoliers qui ne tiennent pas à supporter face à l'opinion publique mondiale la responsabilité de sa mort. Nous engageons le combat pour Mustapha Djemilev.

F. RUDELLE

Dans le PCF :

Passer de la Parole aux actes

La dénonciation "forcée" par la direction du PCF, est le résultat de la prise de conscience massive des militants communistes, de la répression qui s'exerce en URSS au nom du socialisme. Tous les communistes dénoncent sincèrement et refusent la répression qui s'exerce au nom du socialisme. Mais en faisant du combat pour le socialisme en France, et ce par la voie électorale, le seul et unique objectif de la classe ouvrière, la direction du PCF se refuse à engager toute autre lutte, même s'il s'agit de défendre les conquêtes ouvrières en URSS et les pays de l'Europe de l'Est. Si les camarades des cellules locales hésitent à s'engager au sein du Comité, c'est bien à cause de la

paralysie dont nous sommes atteints par l'absence de mobilisation générale. Les actions des cellules locales se résument trop souvent à des actions de propagande en raison de la composition hétérogène des cellules. Les camarades ouvriers habitués à la lutte n'hésitent pas à entrer dans le Comité et à engager le combat pour l'arrêt immédiat de la répression au nom du socialisme. La lutte du Comité doit s'engager dans la classe ouvrière et nous n'avons que faire des intellectuels qui parlent plus qu'ils n'agissent et pour qui la défense de la classe ouvrière ne se traduit que par la voie électorale.

F.J. une militante du P.C.F.

Lisez le Bulletin du Comité Ouvrier International.
Abonnez-vous au Bulletin.
Soutenez le Combat pour les emprisonnés politiques en URSS et dans les Pays de l'Est.
Prochaine session du Comité le 11 Juin à Paris.

BULLETIN

du Comité de France contre la répression en U.R.S.S. et en Europe de l'Est

mensuel — AVRIL 1976 — Numéro 1 — Prix : 3 francs

- Pour la libération immédiate de KORNYSKY, LANGHOFF, DJEMILEV, MULLER et de tous les emprisonnés politiques en URSS et dans les Pays de l'Est.
- Pour la destruction des Camps et Asiles psychiatriques spoliés.
- Pour le retrait des troupes d'occupation américaines du TCHÉCOSLOVAQUIE.

3 MAI Constitution du Comité Ouvrier International contre la répression en URSS et en Europe de l'Est

15 MAI Meeting central du Comité de France pour préparer une manifestation massive à l'Ambassade d'URSS

20 MAI 1^{er} Congrès du Comité de France pour la libération des opposants politiques en URSS et en Europe de l'Est

éditorial

Le Bulletin du Comité de France contre la répression en URSS et en Europe de l'Est est le bulletin officiel du Comité de France contre la répression en URSS et en Europe de l'Est.

Il a été créé en 1975 pour répondre aux besoins de la lutte contre la répression en URSS et en Europe de l'Est. Il est le bulletin officiel du Comité de France contre la répression en URSS et en Europe de l'Est.

Le Comité de France contre la répression en URSS et en Europe de l'Est est un comité international qui a pour but de lutter contre la répression en URSS et en Europe de l'Est. Il est le bulletin officiel du Comité de France contre la répression en URSS et en Europe de l'Est.

Le Comité de France contre la répression en URSS et en Europe de l'Est est un comité international qui a pour but de lutter contre la répression en URSS et en Europe de l'Est. Il est le bulletin officiel du Comité de France contre la répression en URSS et en Europe de l'Est.

Libération immédiate de JORDI PARES, JOAN JOSEP BORRAS, JOSEP LUIS MONER, JOSEP N.º CORBEILA :

Des militants accusés d'appartenir au PORE (Section de la IV^e Internationale) ont été arrêtés à Baix Llobregat , une des banlieues les plus combattives de Barcelone .

Fraga IRIBANE appelle la "Pla ta-junta " à la négociation d'un plan de changement pacifique ; pour la classe ouvrière en lutte , pour le parti qui combat pour abattre le Franquisme et instaurer le Gouvernement Ouvrier Paysan , leur réponse c'est la répression brutale . Ces dernières arrestations avec la vague de répression vers l'ensemble de la classe ouvrière montrent avec clarté quelles sont les intentions du gouvernement franquiste : dans les faits , la proposition de "calendrier de changement pacifique " , c'est le calendrier pour , avec le PCE et le P.O.E., étrangler la mobilisation ouvrière et son avant garde : le PORE .

La seule réponse que les travailleurs de France peuvent donner à ces plans de négociation , c'est d'accentuer le combat pour organiser le Boycott à travers des débrayages et grèves de solidarité, parce que ces plans n'ont qu'un seul but maintenir la même situation pour les travailleurs mais avec l'appui des dirigeants de la Platajunta .

Le PCF et le PS , et aussi les organisations qui s'appellent internationalistes comme l'OCI et la LOR , chacune à sa manière laissent le chemin libre à ces plans tant appuyés par Giscard .

Leur opposition au boycott permet au Gouvernement Giscard d'offrir au Franquisme tout son appui politique économique et militaire .

La LOR , comme pour Luis Mainer , engage d'immédiat la lutte pour la libération de ces derniers militants arrêtés .

La lutte pour leur libération sera au centre des décisions qui seront prises le 18 Mai dans la rencontre des jeunes métallistes de France et d'Espagne , pour abattre le Franquisme et empêcher l'appui que Giscard-Foniatowski lui apportent .

Aujourd'hui , le combat engagé à partir des résolutions de la rencontre du 18 Mai doit libérer ces derniers militants arrêtés et tous les prisonniers politiques .

FIN MAI: LE 1^{er} CO

PREPARONS

ORGANISONS

le BOYCOTT

Les attaques contre les travailleurs de la Régie Renault ne font que s'accentuer au fur et à mesure que les ouvriers maintiennent leur mobilisation, contrairement aux consignes émises par les directions syndicales.

A la Sallerie, les cadences ont doublé en trois mois. Alors que les effectifs sont de plus en plus réduits, le patronat veut maintenir le rythme de production d'environ 80 voitures par jour.

Alors que la Régie embauche en masse les jeunes chômeurs par le biais des officines d'exploitation que sont les agences d'intérim, - les intérimaires constituant une force de travail mobile, sans aucun droit le plus élémentaire, ils sont soumis à des contrats spéciaux qui les empêchent de participer aux luttes, étant les premiers sur les listes de licenciements -, on vise à faire d'eux une armée maniable de briseurs de grève.

A la R.M.C., le patronat prépare 400 licenciements (1). La direction continue à faire planer des menaces. Il est certain qu'ils seront les jeunes travailleurs, les intérimaires, les immigrés les premiers touchés. Il est clair que le patronat et son gouvernement veulent disperser et isoler les travailleurs pour affaiblir leur lutte.

Renault-Billancourt qui représente le rief traditionnel du prolétariat français, on veut le transplanter à Boulogne, à St-Ouen... C'est cela la politique d'isolement, de parcelllement pour mieux écraser le prolétariat avec la complicité des comités d'entreprise et le silence des directions syndicales.

La L.O.R. s'engage dans le combat pour déclencher la grève dans toute l'usine, et ses militants ont, dans leurs ateliers, rassemblé autour d'un appel une cinquantaine d'ouvriers intérimaires, s'adressant à l'ensemble des ouvriers de la Régie:

"... Avec vous, ouvriers de Billancourt, nous sommes contre le démantèlement de Billancourt, contre les 40% suppressions d'emploi prévus à la R.M.C.,

pour la réduction des horaires et des cadences,

pour l'augmentation des salaires selon la hausse des prix.

(1) Cf. Correspondance dans "La Vérité des Révolutionnaires" N°31-32.

CONGRES DE L'I.R.J. A BARCELONE

LA GREVE GENERALE

en FRANCE

de L'ESPAGNE FRANQUISTE

Dès maintenant, nous exigeons:

L'EMBAUCHE DE TOUTS LES INTERIMAIRES
A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL

Cela est possible si par exemple nous imposons effectivement les 40 heures hebdomadaires que nous avons gagnées en 36. En effet, Billancourt, les ouvriers font en moyenne 42 heures. Le calcul est simple: 2730.000 (effectif du personnel à Billancourt), cela fait 6000 heures

et 1500 emplois possibles. Ainsi dès aujourd'hui peuvent être embauchés les 900 intérimaires et 600 chômeurs.

NOTES: L'EMBAUCHE SIGNIFIE REDUCTION DES HORAIRES ET GAIN POUR LES OUVRIERS DE BILLANCOURT ET POUR TOUTS LES OUVRIERS DE LA REGIE.

Nous, ouvriers intérimaires, appelons tous les ouvriers de la Régie à mener cette lutte avec nous.

Nous combattons pour que les syndicats réunissent l'ensemble des intérimaires en assemblée générale et qu'ils prennent en charge avec nous cette lutte.

Et parce que comme vous, ouvriers de Billancourt, nous défendons les droits et libertés des ouvriers, nous exigeons le droit d'être syndiqués comme tout ouvrier. Nous décidons de nous syndiquer immédiatement pour mener cette lutte."

Les problèmes à Renault sont un élément du complot international de la bourgeoisie, complot soutenu par l'appareil stalinien, qui prépare l'affrontement contre les travailleurs. La classe ouvrière, et particulièrement sa jeunesse doivent s'organiser, unir les travailleurs d'Espagne et de France des usines ouvrières, pour organiser la riposte. Construisons la direction révolutionnaire de la Jeunesse.

PREPARONS LE CONGRES DE L'INTERNATIONAL REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE!

Correspondant

POUR ORGANISER LE BOYCOTT DE LA DICTATURE FRANQUISTE, IL FAUT IMPOSER L'INFORMATION SUR LA DESTINATION DE LA PRODUCTION.

A Billancourt, comme dans les autres usines de la Régie des envois réguliers ont lieu à destination de FASA-RENAULT en Espagne.

Ainsi de l'UFMB (Usine Fabrication Mécanique de Billancourt) partent des arbres à cames, des culasses vers l'Espagne. Mais les ouvriers n'apprennent la destination des pièces qu'au moment où elles arrivent au contrôle, juste avant l'envoi.

Les directions syndicales qui n'ont lutté pour le boycott que 24 H. l'année dernière ne donnent aucune information, aucune consigne. Face à la dictature fasciste aux abois la classe ouvrière espagnole a besoin de l'appui du prolétariat international. Nous travailleurs de France, dont le gouvernement Giscard est le principal complice de la dictature, en Europe, devons organiser le soutien. Il faut centraliser les informations sur la partie de la production qui part en Espagne. Il faut imposer que les directions syndicales communiquent aux travailleurs tout ce qu'ils savent sur l'envoi de pièces en Espagne. Immédiatement, il faut bloquer au contrôle les caisses destinées à l'Espagne, c.à.d. appeler les travailleurs de la production à cesser leur fabrication. Ce combat les militants de la LOR l'imposent dans les secteurs où ils se trouvent. 11.5.76.

Correspondant

ETUDIANTS, LYCEENS !

LA MOBILISATION N'A PAS ETE VAINCUE NI PAR LA TRAHISON DU P.C.

NI PAR LA CAPITULATION DES CENTRISTES

IL FAUT L'UNIR AU COMBAT DE LA CLASSE OUVRIERE !

MOTION POUR L'AG DE CLIGNANCOURT

1) L'AG de Clignancourt réaffirme contre toutes les tentatives de compromis, notamment du Snesup et de l'Unef-Renouveau avec le gouvernement, que la seule base de "discussion" est l'abrogation immédiate de la réforme Soisson-Haby,

2) L'AG, loin de constater un recul du gouvernement sur ce point, voit la répression se renforcer et s'étendre à de nombreuses facultés (Nantes, Clignancourt, Montpellier, Nancy)

3) Armé du refus des directions du Snesup, de l'Unef-Renouveau et du Snes, d'unir enseignants, travailleurs, étudiants contre cette réforme, le gouvernement engage une épreuve de force pour briser par la répression notre mouvement.

4) La manifestation du 1er Mai a montré l'ampleur de la mobilisation de la classe ouvrière contre ce gouvernement. C'est d'ailleurs cette combattivité qui permet aux étudiants de défiler aux côtés des travailleurs déjouant les attaques du S.O. de la CGT qui tentait de disloquer le cortège de la coordination nationale des facs en grève.

5) Ainsi pour la 3ème fois en trois mois, les gardes mobiles ont délogé les étudiants grévistes qui occupaient l'Université de Clignancourt. Pour ce gouvernement, Clignancourt sert de cobaye avant de s'attaquer à l'ensemble des facultés en grève.

Dans ce cadre l'AG de Clignancourt propose de renforcer la riposte à ces nouvelles attaques. L'AG propose une manifestation centrale de tous les étudiants devant Clignancourt suivie de l'occupation de la faculté. Elle propose à la coordination nationale de reprendre cet objectif et de s'engager dans sa préparation.

L'AG s'adressera à toutes les AG de grévistes de la région parisienne pour les associer à la préparation de cette manifestation. Elle assurera la sortie d'un appel national à tous les étudiants lycéens, élèves de CET, enseignants, et travailleurs afin de donner sa juste dimension à cette manifestation. Elle propose qu'il soit fait appel à l'ensemble de la classe ouvrière à soutenir et participer à cette manifestation.

6) L'AG affirme qu'il est possible par la jonction de tous les secteurs en lutte, des étudiants avec les bastions de la classe ouvrière de mettre en échec la politique réactionnaire et policière du gouvernement Giscard-Foniatowski.

7) L'AG appelle tous les étudiants à se mobiliser autour d'un RASSEMBLEMENT DES ETUDIANTS DEVANT RENAULT-BILLANCOURT pour appeler les ouvriers à débayer, afin de se mettre à la tête du combat de la classe ouvrière contre ce gouvernement.

ooo

La motion ci-dessus devait être présentée à l'Assemblée Générale de Clignancourt par un de nos camarades de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire (LOR). La répression contre l'ensemble des facultés en grève touche particulièrement cette faculté, cible privilégiée du Gouvernement. En effet, malgré une 3^e occupation de cette faculté, le Gouvernement n'a pas réussi à briser l'Assemblée générale des grévistes.

L'énorme combattivité des étudiants de Clignancourt est à l'image de l'ensemble du mouvement qui se durcit (Grenoble, Strasbourg, Nantes etc.. malgré la trahison des staliniens, l'absence totale de directives de la part des Centristes. Mais le Gouvernement a cette fois été plus loin. 50 noms, sur une liste de "meneurs" de l'Assemblée générale de Clignancourt sont "interdits de séjour" par les Gardes mobiles.

Dans ces conditions, l'Assemblée générale n'a pu se tenir. Cependant plusieurs étudiants de Clignancourt et de Vincennes se sont engagés à proposer cette motion dans leurs facultés, à imposer la tenue d'une Assemblée générale devant la faculté de Clignancourt pour le début de cette semaine. Cela est possible. Par la mobilisation de toutes les facultés de tous les étudiants en grève de Paris et de sa région, car il s'agit d'infliger un recul au Gouvernement.

C. DEWIR

éclaire la nature du combat contre les méthodes staliniennes dans le mouvement ouvrier.

Alors que la Commission d'Enquête contre les calomnies sur M.Varga, commençait ses travaux, la "Tendance Spartaciste Internationale" confrontée au développement de la LIRQI et à la reconstruction de la IVème Internationale, a choisi de reprendre les calomnies de la direction de l'OCI contre notre camarade M.Varga et la IVème Internationale. La LCR et Lutte Ouvrière qui avaient initialement dénoncé les calomnies de l'OCI, et adhéré dans un premier temps à la lutte de principe menée par la IVème Internationale, se sont finalement ralliées à un regroupement mis en place à l'initiative de la Spartacist League et baptisé "commission d'enquête"; le SWP a fait de même. Quel est le but de ce regroupement? Sous-tendu par des rapprochements politiques, avec les calomnieurs précisément, à quoi peut-il aboutir? On le voit déjà dans la pratique: un dirigeant du SWP a très récemment qualifié nos camarades de l'O.T. des USA, organisation sympathisante de la IVème Internationale, qui venaient d'être expulsés "manu militari" du meeting du SWP, dans lequel ils étaient intervenu, de "Varguistes-Flics", ajoutant, "il y a une commission d'enquête, nous allons le prouver" (!)

Il est clair que ce regroupement dans lequel la LCR et LO sont entrés en renonçant à leur prise de position initiale- caractérisation des accusations sans preuve comme des calomnies - a une logique politique. Pour la LCR et le SWP les rapprochements politiques qui se préparent de longue date avec l'OCI, impliquent la caution des calomnies. Quant à Lutte Ouvrière que la LOR et un membre du Secrétariat de la Commission d'Enquête ont rencontré le 11.5.76, elle s'apprête à jouer le rôle de principale caution morale de cette contre-commission d'enquête. Que s'est-il passé en effet devant cette "commission"? Le récit de Lutte Ouvrière révèle une sinistre farce, et démontre clairement que le regroupement mis en place sur les bases de la Spartacist League s'apprête à condamner M.Varga. L'OCI n'a pas hésité à s'y rendre, représentée par Bloch et Chisseray. Ces derniers ont tenté de soutenir leurs calomnies et nié absolument toute agression contre les militants de la IVème Internationale(!) Alors Lutte Ouvrière-selon ses propres dires- s'est engagée à...témoigner de l'existence de ces agressions alors que ses propres militants ont été

frappés en défendant les militants de l'OCI-Fraction LIRQI, et dont la presse de Lutte Ouvrière a parlé à l'époque!!- alors que le service d'ordre de Lutte Ouvrière, plusieurs fois a protégé le cortège de l'OCI-Fraction LIRQI dans des manifestations! partant de là, Lutte Ouvrière a demandé à la LOR de participer à cette pseudo-commission d'Enquête pour "démontrer que les accusations de l'OCI sont fausses", en d'autres termes: c'est à l'accusé de faire la preuve de son innocence! (rappelons que même dans le droit bourgeois, c'est à l'accusateur de faire la preuve de ce qu'il avance), or, à la question "L'OCI a-t-elle apporté des preuves?", le représentant de L.O. nous a répondu: "Aucune".

Que cherche alors Lutte Ouvrière dans cette contre-commission? Sans doute, L.O. a dénoncé initialement les calomnies mais lutter contre les calomnieurs de l'OCI, les confondre -puisque'il n'y a pas de preuves, impliquerait que L.O. rejoigne le combat de principe mené par la IVème Internationale pour mettre en place la Commission d'Enquête contre les calomnies sur M.Varga. L.O. ne le veut pas. Elle ne veut pas se couper d'organisations "représentatives" de l'extrême gauche, auxquelles elle a adressé un appel d'unification. Voilà pourquoi, elle ne s'est nullement démarqué de la Spartacist League, voilà pourquoi elle ne s'est pas démarqué du SWP, et qu'elle participe à cette farce de "commission d'enquête", au nom de laquelle la campagne d'agressions et de calomnies continue!

Nous en appelons aux militants de Lutte Ouvrière, de la LCR, le combat contre les méthodes staliniennes ne peut se mener qu'au grand jour, et sur une base de principes. Participez à la 2ème session de la Commission d'Enquête contre les calomnies sur M. Varga. Deux rapports seront présentés à cette session par le Secrétariat de la Commission, l'un sur "Divergences et calomnies", l'autre sur la brochure "Provocation dans la IVème Internationale" éditée par l'OCI. Ils devront permettre à la Commission d'établir une liste de questions, auxquelles la commission répondra dans un Livre Blanc qui sera diffusé dans le mouvement ouvrier.

12.5.76.

ELISE LANGUIN.

Nous avons relaté dans le numéro précédent les calomnies et menaces physiques exercées par l'OCI contre un militant des JOR, élu à la Coordination Parisienne des lycées. Depuis une protestation circule au lycée J. Uhry de Creil, elle porte déjà 60 signatures et le cercle des JOR de Creil, a pris l'objectif de rassembler 300 signatures en soutien aux travaux de la Commission d'Enquête.

SUITE DE L'EDITORIAL

Leur débat sur la "réforme de l'Entreprise" débarrassé de toutes fioritures inutiles, s'est concentré sur l'essentiel de ce projet: comment à l'usine, capota-riser la classe ouvrière? En remettant en cause le monopole syndical au 1er tour des élections professionnelles dans les entreprises, la "majorité" de canailles de l'UDR et des R.I. voulait promouvoir les milices patronales, comme la CFT, en tant qu'organisation des travailleurs. Le gouvernement a dû réfréner l'impatience de ses troupes: supprimer maintenant le monopole syndical risquerait de faciliter le débordement des organisations traditionnelles comme la CGT et la CFDT, alors que les milices patronales n'ont pu encore prendre pied dans les bastions ouvriers, ceux de la métallurgie - comme Renault et Usinor - par exemple.

La bourgeoisie ne recule devant l'affrontement avec la classe ouvrière que pour mieux s'y préparer. Le temps qui lui est laissé, ce sont les directions syndicales, le PCF et le PS qui le lui fournissent. Car le PCF, en jouant de toutes les vibrations que soulève le scandale des pétroliers, et en exigeant une Commission d'Enquête Parlementaire, poursuit son but:

orienter la classe ouvrière vers l'idée que le remplacement des hommes et des partis bourgeois à la tête de l'Etat, par les hommes et les partis ouvriers, peut être le prélude d'une "démocratie véritable". Il s'agit de cacher l'impitoyable réalité: en même temps que sa corruption apparaît au grand jour, l'Etat bourgeois s'arme contre les travailleurs.

La création et le soutien des bandes fascistes, les attaques des CRS contre les étudiants, la répression des syndiqués, l'expulsion des immigrés, l'augmentation du budget militaire, le projet de loi contre les libertés de Poniatowski sont les préparatifs de la guerre civile.

La réponse du PCF au "scandale" s'inscrit ainsi dans le projet d'Union de la gauche, du gouvernement PCF-PS qui veut faire de la classe ouvrière un otage dans les mailles de fer d'un Etat qui apparaît gangrené mais qui s'arme, sous la direction des trusts contre les travailleurs.

Contre cette politique qui désarme les travailleurs, il faut lutter pour un Gouvernement Ouvrier et Paysan, en s'appuyant sur la mobilisation organisée des travailleurs de la jeunesse, pour mettre en échec les préparatifs du fascisme.

Pour mettre fin aux scandales, il faut, et les syndicats doivent promouvoir ce combat, OUVRIRE LES LIVRES DE COMPTES, ET INSTAURER LE CONTROLE OUVRIER SUR PRODUCTION, ET LA NATIONALISATION DES BANQUES.

Il faut écraser les tentatives de la droite, en formant LES PIQUETS DE TRAVAILLEURS AVEC LES SYNDICATS, pour protéger les grèves et les manifestations, empêcher les CRS de faire la loi à l'Université.

C'est le développement d'une telle politique indépendante qui peut entraîner les travailleurs et leur donner confiance en eux-mêmes; comme le démontre encore le recul du PCF aux élections législatives de Tours: devant les attaques de la droite, les travailleurs sont restés désarmés par la politique du XXIIème Congrès; comme l'a démontré encore la tentative de la base ouvrière du PS d'exclure Bergeron, dirigeant de FO et valet de Chirac, et de la base étudiante du même PS, d'exclure Borella (qui a appelé les CRS contre les étudiants à Nantes).

C'est ce combat, qui prépare la grève générale pour abattre le gouvernement Giscard, que la Ligue Ouvrière Révolutionnaire - section française de la IVème Internationale -, poursuit. Son développement exige l'organisation des bataillons de la jeunesse ouvrière en France autour de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, fer de lance pour la révolution européenne.

Avec le Congrès de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse qui se réunira fin Mai à Barcelone, c'est un moment décisif de ce combat qui se prépare.

Michaël FAURE.

Je m'abonne à
LA VERITE DES REVOLUTIONNAIRES

Normal: Pli clos:

3 mois:	25 F	30 F
6 mois:	50 F	60 F
1 an:	95 F	115 F

NOM:

Prénom:

Adresse:

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :

ELISE LANGUIN

Correspondance : B.P 10/10 75462 PARIS

Cédex 10

Imprimerie spéciale de l'Editeur

Envoyez directement le montant
des abonnements sur le

CCP LA SOURCE 3385113

F.VILLA

en collant le bulletin d'abonnement
au dos du coupon.